

Conférence de formation

# Initiation à la théorie économique marxiste

## III. Le néo-capitalisme

lundi 16 avril 2007, par [MANDEL Ernest](#) (Date de rédaction antérieure : 1963).

**Le texte ci-dessous est la troisième partie d'un cours de formation donné par Ernest Mandel en 1963. Pour faciliter sa lecture sur écran, cette conférence est ici publiée en trois fichiers différents.**

**Pour l'introduction et le premier chapitre, voir : [Initiation à la théorie économique marxiste I : La théorie de la valeur et de la plus-value](#)**

**Pour le deuxième chapitre, voir : [Initiation à la théorie économique marxiste II : Le capital et le capitalisme](#)**

Sommaire

- [1. Origine du Néo-capitalisme](#)
- [2. Une révolution technologique](#)
- [3. L'importance des dépenses](#)
- [4. Comment les crises sont \(...\)](#)
- [5. La tendance à l'inflation](#)
- [6. La « programmation économique](#)
- [7. La garantie étatique du \(...\)](#)

### 1. Origine du Néo-capitalisme

La grande crise économique de 1929 modifie d'abord fondamentalement l'attitude de la bourgeoisie et de ses idéologues par rapport à l'Etat. Elle modifie ensuite l'attitude cette même bourgeoisie par rapport à l'avenir de son propre régime.

Un procès à scandale a eu lieu en 1950 aux Etats-Unis, le procès d'Alger Hiss, qui avait été un suppléant du ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis pendant la guerre. A ce procès, un des amis les plus intimes d'Alger Hiss, un journaliste de la Maison Luce, du nom de Chambers, avait porté le témoignage-clé contre Hiss pour l'accuser d'avoir été communiste, d'avoir volé des documents du département d'Etat et de les avoir passés à l'Union Soviétique. Ce Chambers, qui fut un homme un peu névrosé, et qui, après avoir été communiste pendant les dix premières années de sa vie adulte, a terminé sa carrière comme rédacteur de la page religieuse de l'hebdomadaire Time, a écrit un gros livre intitulé « Witness » [« Témoin »]. Dans ce livre, il y a un passage qui dit approximativement ceci à propos de la période 1929-1939 : « *En Europe, les ouvriers sont socialistes et les bourgeois conservateurs ; en Amérique, les classes moyennes sont conservatrices, les ouvriers sont démocrates et les bourgeois communistes.* »

Il est évidemment absurde de présenter les choses de cette manière outrancière. Mais il n'y a pas de doute que l'année 1929 et la période qui a suivi la grande crise de 1929-1932, a été une expérience traumatique pour la bourgeoisie américaine, bourgeoisie qui, de toute la classe capitaliste mondiale, était la seule à être imbue d'une confiance totale, aveugle, dans l'avenir du régime de la « libre entreprise ». Elle a donc reçu un choc terrible pendant cette crise 1929-1932, qui a véritablement été pour la société américaine une prise de conscience de la question sociale et la mise en question du régime capitaliste, qui correspond en gros à ce qu'on avait vécu en Europe lors de la naissance du mouvement ouvrier socialiste, dans la période 1865-1890.

Cette remise en question du régime pour la bourgeoisie a pris des formes diverses à l'échelle mondiale. Elle a pris la forme de la tentative de consolider le capitalisme au moyen du fascisme et de différentes expériences autoritaires, dans certains pays d'Europe. Elle a pris une forme moins violente aux Etats-Unis, et c'est cette société américaine des années 1932-1940 qui préfigure ce qu'on appelle aujourd'hui le néo-capitalisme.

Quelle est la raison pour laquelle ce n'est pas l'expérience fasciste, étendue et généralisée, mais plutôt l'expérience d'une « détente idyllique » des tensions sociales qui a donné sa caractéristique fondamentale au néo-capitalisme ? Le régime fasciste était un régime de crise sociale, économique et politique, de tension extrême des rapports entre les classes, déterminée en dernière analyse par une longue période de stagnation de l'économie, dans laquelle la marge de discussion, de négociation, entre la classe ouvrière et la bourgeoisie était presque réduite à zéro. Le régime capitaliste était devenu incompatible avec la survie d'un mouvement ouvrier plus ou moins indépendant.

- Dans l'histoire du capitalisme, nous distinguons à côté des crises périodiques qui se produisent tous les 5, 7 ou 10 ans, des cycles à plus long terme, dont a parlé pour la première fois l'économiste russe Kondratief, et qu'on peut appeler des vagues à long terme de 25 à 30 ans. A une vague à long terme caractérisée par des taux de croissance élevés succède souvent une vague à long terme caractérisée par un taux de croissance plus bas. Il me paraît évident que la période de 1913 à 1940 était l'une de ces vagues à long terme de stagnation de la production capitaliste, dans laquelle tous les cycles qui se sont succédés, de la crise de 1913 à la crise de 1920, de la crise de 1920 à la crise de 1929, de la crise de 1929 à la crise de 1938, étaient marqués par des dépressions particulièrement dures. La tendance à long terme qui a commencé avec la deuxième guerre mondiale, et dans laquelle nous sommes encore – disons le cycle 1940-1965 ou 1940-1970 – a, au contraire, été caractérisé par l'expansion, et du fait de cette expansion, la marge de négociation, de discussion entre la bourgeoisie et la classe ouvrière se trouve élargie. Ainsi est créée la possibilité de consolider le régime sur la base de concessions accordées aux travailleurs, politique pratiquée à l'échelle internationale en Europe occidentale et en Amérique du Nord, et demain peut-être même dans plusieurs pays d'Europe méridionale, politique néo-capitaliste basée sur une collaboration assez étroite entre la bourgeoisie expansive et les forces conservatrices du mouvement ouvrier, et fondée sur une élévation tendancielle du niveau de vie des travailleurs.

- Cependant, l'arrière-fond de cette évolution, c'est la mise en question du régime, le doute quant à l'avenir du mode d'exploitation capitaliste et sur ce plan-là, il n'y a plus de discussion possible. Dans toutes les couches décisives de la bourgeoisie règne maintenant la conviction profonde que l'automatisme de l'économie elle-même, que les « mécanismes du marché » sont incapables d'assurer la survie du régime, qu'on ne peut pas s'en remettre au fonctionnement interne, automatique, de l'économie capitaliste, et qu'il faut une intervention consciente de plus en plus large, de plus en plus régulière, de plus en plus systématique, pour sauver ce régime.

Dans la mesure où la bourgeoisie elle-même *n'a plus confiance* dans le mécanisme automatique de l'économie capitaliste pour maintenir son régime, il faut l'intervention d'une autre force pour sauver

ce régime à long terme, et cette autre force c'est l'Etat. **Le néo-capitalisme est un capitalisme caractérisé avant tout par une intervention croissante des pouvoirs publics dans la vie économique.** C'est d'ailleurs aussi de ce point de vue que l'expérience néo-capitaliste actuelle en Europe occidentale n'est que la prolongation de l'expérience de Roosevelt aux Etats-Unis.

- Pour comprendre les origines de l'actuel néo-capitalisme, il faut aussi tenir compte d'un deuxième facteur qui explique l'intervention croissante de l'Etat dans la vie économique, à savoir : **la guerre froide**, ou plus généralement le défi que l'ensemble des forces anti-impérialistes a lancé au capitalisme mondial. Ce climat de défi rend absolument insupportable pour le capitalisme la perspective d'une nouvelle crise économique grave du type de celle de 1929-1933. Qu'on s'imagine ce qui se passerait si, dans un pays capitaliste comme la France ou l'Allemagne, il y avait brutalement cinq millions de chômeurs supplémentaires pour comprendre les conséquences d'une telle situation au niveau politique. C'est pourquoi l'intervention des pouvoirs publics dans la vie économique est avant tout **anti-cyclique**, ou plus exactement, **anti-crise**.

## **2. Une révolution technologique permanente**

Arrêtons-nous un instant à ce phénomène sans lequel le néo-capitalisme concret que nous connaissons depuis 15 ans en Europe occidentale n'est pas compréhensible, à savoir ce phénomène d'expansion à long terme.

Pour comprendre les causes de cette vague à long terme qui débute avec la deuxième guerre mondiale aux Etats-Unis, il faut se rappeler que dans la plupart des autres cycles expansifs que nous avons connus dans l'histoire du capitalisme, nous retrouvons encore et toujours une même constante, à savoir des révolutions technologiques. C'est une vague d'expansion du même genre qui a précédé la période de stagnation et de crise de 1913-1940. Il y a eu une période extrêmement pacifique, dans l'histoire du capitalisme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, pendant laquelle il n'y a pas eu ou presque pas eu de guerre, en dehors des guerres coloniales, et pendant laquelle toute une série de recherches, de découvertes technologiques qu'on avait engrangées pendant la période précédente, commencent à être appliquées. Dans la période d'expansion que nous connaissons actuellement, nous assistons même à un processus d'accélération du progrès technique, de véritable révolution technologique pour laquelle les termes même de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> révolution industrielle n'est pas tout à fait adéquat. En réalité, nous nous trouvons devant une transformation presque **ininterrompue** des techniques de production, et ce phénomène est plutôt un sous-produit de la course aux armements, de la guerre froide, dans laquelle nous sommes installé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

En effet, si vous examinez attentivement l'origine de 99 % des transformations des techniques appliquées à la production, vous verrez qu'il s'agit de sous-produits de techniques nouvelles qui sont d'abord appliquées sur le plan militaire, et qui trouvent ensuite d'autres applications dans l'industrie civile.

Ce fait est tellement vrai qu'il est aujourd'hui utilisé comme argument principal par les partisans de la force de frappe française, qui expliquent que si on ne développe pas cette force de frappe, on ne connaîtra pas la technique qui, d'ici 15 ou 20 ans, déterminera une partie importante des procédés industriels ! Je ne veux pas polémiquer ici avec cette thèse que je considère par ailleurs comme inacceptable.

- Dans la mesure où nous sommes installés dans une guerre froide permanente, caractérisée par une recherche de progrès techniques dans le domaine des armements, il y a là un facteur nouveau, une source pour ainsi dire extra économique, qui motive les transformations constantes de la

technologie. Dans le passé, lorsqu'il n'y avait pas cette autonomie de la recherche technologique, lorsque la recherche technologique fut essentiellement le fait de firmes industrielles, il y avait une raison majeure pour déterminer une marche cyclique de cette recherche. On disait : il faut ralentir maintenant des innovations, car nous avons des installations extrêmement coûteuses, et il faut commencer par amortir ces installations. Il faut qu'elles deviennent rentables, que leurs frais d'installation soient couverts, avant de se lancer dans une nouvelle phase de transformation technologique.

C'est si vrai que des économistes comme par exemple Schumpeter, ont même pris ce rythme cyclique des révolutions techniques comme explication de base pour la succession des vagues à long terme expansives, ou des vagues à long terme de stagnation.

Aujourd'hui, ce motif économique ne joue plus de la même façon. Sur le plan militaire, il n'y a pas de motifs « valables » d'arrêter la recherche de nouvelles armes. Il y a au contraire toujours le danger que l'adversaire trouvera une nouvelle arme avant qu'on la trouve soi-même. Il y a donc un stimulant pour une recherche permanente, sans interruption et pratiquement sans considération économique (du moins pour les Etats-Unis), ce qui fait que, maintenant, ce fleuve coule d'une manière ininterrompue. Nous vivons une époque de transformation technologique ininterrompue dans le domaine de la production. Vous n'avez qu'à vous rappeler tout ce qui s'est produit au cours des 10-15 dernières années, à partir de la libération de l'énergie nucléaire, à travers l'automation, le développement des machines à calculer, la miniaturisation, le laser, et toute une série d'autres phénomènes, pour enregistrer cette transformation, cette révolution technologique ininterrompue.

Or, qui dit révolution technologique ininterrompue dit raccourcissement, réduction de la période de renouvellement du capital fixe. Cela explique à la fois l'expansion à l'échelle mondiale, qui comme toute expansion à long terme dans le régime capitaliste, est essentiellement déterminée par l'ampleur des investissements fixes et la durée du cycle économique de base déterminé par la longévité du capital fixe. Dans la mesure où ce capital fixe se renouvelle maintenant à un rythme plus rapide, la durée du cycle se rétrécit aussi. Nous n'avons plus de crises tous les 7 ou 10 ans, mais nous avons des récessions tous les 4-5 ans, c'est-à-dire que nous sommes entrés dans une succession de cycles beaucoup plus rapides et beaucoup plus brefs que les cycles antérieurs de la période d'avant la deuxième guerre mondiale.

Pour terminer cet examen des conditions dans lesquelles se développe le néo-capitalisme d'aujourd'hui, disons qu'il y a une transformation importante qui s'est produite à l'échelle mondiale, des conditions dans lesquelles existe et se développe le capitalisme.

- D'autre part, il y a l'extension du camp dit socialiste [*rappelons que cet exposé a été prononcé en 1963*], et d'autre part, il y a la révolution coloniale. Et, si le bilan du renforcement du camp dit socialiste est effectivement un bilan de perte du point de vue du capitalisme mondial - on peut dire perte de matières premières, perte de champs d'investissements des capitaux, perte de débouchés, perte sur tous les plans - le bilan de la révolution coloniale, aussi paradoxal que cela puisse paraître, ne s'est pas encore soldé par une perte de substances pour le monde capitaliste. Au contraire, un des facteurs concomitants qui explique l'ampleur de l'extension économique des pays impérialistes, c'est le fait que dans la mesure où la révolution coloniale reste dans le cadre du marché mondial capitaliste (sauf dans le cas où elle donne naissance à d'autres Etats dits socialistes), elle stimule la production et l'exportation de biens d'équipements, et des produits de l'industrie lourde par les pays impérialistes. C'est-à-dire que l'industrialisation des pays sous-développés, le néo-colonialisme, le développement d'une nouvelle bourgeoisie dans les pays coloniaux, est un autre support, ensemble avec la révolution technologique, de la tendance expansive à long terme dans les pays capitalistes avancés. Puisqu'elle a au fond les mêmes effets, elle mène aussi à l'accroissement de production des industries lourdes et des industries de construction mécanique. Une partie de cette production sert

au renouvellement accéléré du capital fixe des pays capitalistes avancés ; une autre partie sert à l'industrialisation, à l'équipement des pays coloniaux nouvellement indépendants.

De cette manière, nous pouvons comprendre l'arrière-fond de cette expérience néo-capitaliste que nous sommes en train de vivre. C'est celui d'une période d'expansion à long terme du capitalisme, période que je crois limitée dans le temps, comme les périodes analogues du passé. Je ne crois pas que le capitalisme ait trouvé maintenant la pierre philosophale qui lui permettrait d'éviter non seulement les crises, mais encore la succession de cycles à long terme d'expansion et de stagnation relative. Cette période d'expansion actuelle confronte pour le moment le mouvement ouvrier d'Europe occidentale avec les problèmes particuliers de cette expansion.

Quelles sont maintenant les caractéristiques fondamentales de cette intervention des pouvoirs publics dans l'économie capitaliste ?

### **3. L'importance des dépenses d'armements**

Premier phénomène objectif qui facilite énormément une intervention croissante des pouvoirs publics dans la vie économique des pays capitalistes, c'est précisément cette permanence de la guerre froide et cette permanence de la course aux armements. Car qui dit « permanence de la guerre froide, de la course aux armements, d'un budget militaire extrêmement élevé, etc. » dit aussi contrôle par l'Etat d'une fraction importante du revenu national. Si l'on compare l'économie de tous les grands pays capitalistes avancés aujourd'hui, à tous les pays capitalistes d'avant la première guerre mondiale, on voit tout de suite le changement structurel extrêmement important qui s'est produit et qui est indépendant de toute considération théorique et de toute recherche théorique. C'est le résultat de l'amplification de ce budget militaire dans le budget des Etats qui, avant 1914, occupait 5 à 7 % du revenu national, alors que le budget des Etats capitalistes aujourd'hui représente 15 à 30 % du revenu national selon les pays. *[Ernest Mandel parlait alors en 1963. Remarquons que la part du Produit Intérieur Brut (PIB) accaparé par l'Etat français en 2004 est voisin de 55 %. Il a donc doublé en 40 ans en passant la barre hautement symbolique des 50 %].*

Déjà au départ, et indépendamment de toute considération sur le plan de l'interventionnisme, par le seul fait de l'amplification de ces dépenses d'armement permanentes, l'Etat contrôle donc une partie importante du revenu national.

J'ai dit que cette guerre froide serait permanente pour une longue période. Elle est permanente parce qu'est permanente la contradiction de classe entre les deux camps en présence à l'échelle mondiale, parce qu'il n'y a aucune raison logique qui puisse laisser prévoir à court ou moyen terme, soit un désarmement volontaire de la bourgeoisie internationale devant les adversaires avec lesquels elle se trouve confrontée à l'échelle mondiale, soit un accord entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis qui permettraient brusquement de réduire ces dépenses d'armement.

Nous partons donc de cela : dépenses militaires permanentes qui ont tendance à s'élever en volume et en importance par rapport au revenu national, ou du moins à stabiliser, c'est-à-dire à augmenter dans la mesure où le revenu national est en extension constante dans cette phase. Et du fait même de cette extension des dépenses militaires se dégage la place importante des pouvoirs publics dans la vie économique.

Pierre Naville a publié un article dans la « Nouvelle Revue Marxiste » il y a quelques années. Il y reproduit une série de chiffres donnés par le rapporteur du Budget en 1956, marquant l'importance pratique des dépenses militaires pour toute une série de branches industrielles. Il y a de nombreuses branches industrielles, parmi celles qui sont « en pointe » du progrès technologique, qui travaillent

essentiellement pour des commandes d'Etat, et qui seraient condamnés à mourir à brève échéance si ces commandes d'Etat disparaissaient : l'aéronautique, l'électronique, la construction navale, les télécommunications et même le Génie civil, sans oublier l'industrie nucléaire. Aux Etats-Unis, il y a une situation analogue ; mais dans la mesure où ces branches en pointe y sont plus développées et où l'économie américaine est plus vaste, l'économie de régions entières y est axée sur ces branches. On peut dire que la Californie, qui est l'Etat le plus en expansion, vit en grande partie du budget militaire des Etats-Unis. Si ce pays devait désarmer et rester capitaliste, ce serait la catastrophe pour l'Etat de Californie où sont localisées l'industrie des fusées, l'industrie de l'aviation militaire, l'industrie électronique. Il ne faut pas vous faire un dessin pour vous expliquer les conséquences politiques de cette situation particulière sur l'attitude des politiciens bourgeois en Californie : vous ne les trouverez pas en pointe dans la lutte pour le désarmement !

- Deuxième point qui semble à première vue en contradiction avec le premier : l'extension de ce que l'on pourrait appeler les dépenses sociales, de tout ce qui est lié de près ou de loin aux assurances sociales qui sont en hausse constante dans les budgets publics en général, et surtout dans le revenu national en tant que tel, depuis 25-30 années.

#### **4. Comment les crises sont « amorties » en récessions**

Cet accroissement des assurances sociales résulte de plusieurs phénomènes concomitants.

Il y a d'abord la pression du mouvement ouvrier, qui vise depuis toujours à atténuer une des caractéristiques les plus marquantes de la condition prolétarienne : l'insécurité d'existence. Puisque la valeur de la force travail ne couvre en gros que les besoins de sa reconstitution courante, toute interruption de la vente de cette force de travail – c'est-à-dire tout accident qui empêche l'ouvrier de travailler normalement : chômage, maladie, invalidité, vieillesse – projette le prolétaire dans un abîme de misère. Au début du régime capitaliste, il n'y eut que la « charité », la bienfaisance privée ou publique, auxquelles l'ouvrier sans travail pouvait s'adresser dans sa détresse, avec des résultats matériels insignifiants mais au prix de terribles blessures pour sa dignité d'homme. Petit à petit, le mouvement ouvrier a imposé le principe d'**assurances sociales**, d'abord volontaires, puis obligatoires, contre ces accidents du sort : assurance-maladie, assurance-chômage, assurance-vieillesse. Et finalement, cette lutte a abouti au principe de la **sécurité sociale** qui devrait en théorie couvrir le salarié-appointé contre **toute** perte de salaire courant.

- Il y a ensuite un certain intérêt de l'Etat. Les caisses qui recueillent les sommes importantes servant à financer cette sécurité sociale disposent souvent de capitaux liquides importants. Elles peuvent placer ces capitaux en fonds d'Etat, c'est-à-dire les prêter à l'Etat (en principe à court terme). Le régime nazi avait appliqué le premier cette technique, qui s'est ensuite étendue à la plupart des pays capitalistes.

Le gonflement de plus en plus important de ces fonds de sécurité sociale a d'ailleurs abouti à une situation particulière qui pose un problème théorique et pratique au mouvement ouvrier. Celui-ci considère à juste titre que l'ensemble des fonds versés aux Caisses de Sécurité sociale – soit par les patrons, soit par l'Etat, soit par retenue sur les salaires des ouvriers – constitue simplement une partie du salaire, un « salaire indirect » ou « salaire différé ». C'est le seul point de vue raisonnable, qui concorde d'ailleurs avec la théorie marxiste de la valeur, puisqu'il faut effectivement considérer comme prix de la force de travail **l'ensemble** de la rétribution que l'ouvrier touche en échange de celle-ci, peu importe qu'elle lui soit versée immédiatement (salaire direct) ou plus tard (salaire différé). Pour cette raison, la gestion « paritaire » (syndicats-patrons, ou syndicats-Etat) des caisses de sécurité sociale doit être considéré comme une **violation d'un droit des travailleurs**. Puisque

les fonds de ces caisses n'appartiennent qu'aux seuls ouvriers, toute ingérence d'autres forces sociales que les syndicats dans leur gestion est à rejeter. Les ouvriers ne doivent pas plus admettre la « gestion paritaire » de leurs salaires, que les patrons n'admettent la « gestion paritaire » de leurs comptes en banque.

- Mais le gonflement des versements à la sécurité sociale a pu créer une certaine « tension » entre le salaire direct et le salaire différé, ce dernier s'élevant quelquefois jusqu'à 40 % du salaire total. De nombreux milieux syndicaux s'opposent à de nouvelles augmentations des « salaires différés » et voudraient concentrer tout nouvel avantage sur le seul salaire directement versé à l'ouvrier. Il faut cependant comprendre que le « salaire différé » et la sécurité sociale reposent sur le principe de **solidarité de classe**. En effet, les caisses de maladie, d'accidents, etc. ne sont pas fondées sur le principe de la « récupération individuelle » (où chacun touche ce qu'il a versé ou ce que le patron ou l'Etat ont versé pour lui), mais sur le principe de l'**assurance**, qui se calcule sur la moyenne mathématique des risques, c'est-à-dire de la solidarité : ceux qui ne sont pas accidentés payent pour que les accidentés puissent être entièrement couverts. Le principe sous-jacent à cette pratique est celui de la **solidarité de classe**, c'est-à-dire de l'intérêt pour les travailleurs d'éviter la **constitution d'un sous-prolétariat**, qui non seulement affaiblirait la combativité de la masse laborieuse (chaque individu craignant d'être précipité tôt ou tard dans ce sous-prolétariat mais risquerait encore de lui faire concurrence et de peser sur les salaires. Dans ces conditions, plutôt que de nous plaindre de l'ampleur « excessive » du salaire différé, nous devrions mettre en évidence son **insuffisance criante**, qui fait que la plupart des vieux travailleurs, même dans les pays capitalistes les plus prospères, connaissent une chute terrible du niveau de vie.

La réponse efficace au problème de la « tensions » entre salaire direct et salaire indirect, c'est de réclamer le remplacement du principe de la solidarité limitée à la seule classe laborieuse par le principe de la solidarité élargie à tous les citoyens, c'est-à-dire la transformation de la sécurité sociale en **Services Nationaux** (de la santé, du plein emploi, de la vieillesse) **financés par l'impôt progressif sur les revenus**. C'est seulement de cette façon que le système du « salaire différé » abouti à un véritable relèvement important des salaires, et à **une véritable redistribution du revenu national** en faveur des salariés.

- Il faut bien reconnaître que, jusqu'ici, cela n'a jamais été réalisé sur une grande échelle en régime capitaliste. Il faut même se poser la question de savoir si cette réalisation est possible sans provoquer une réaction capitaliste telle qu'on se trouverait rapidement en période de crise révolutionnaire. Il est un fait que les expériences les plus intéressantes de Sécurité sociale, comme celle réalisée en France après 1944, et surtout le Service National de Santé en Grande-Bretagne après 1945, ont été financés beaucoup plus par une taxation des travailleurs eux-mêmes, que par la taxation de la bourgeoisie. La taxation des travailleurs s'est faite par l'accroissement des impôts indirects et par l'alourdissement de la fiscalité directe frappant les salaires, mêmes modestes. C'est pourquoi, en régime capitaliste, on n'a jamais assisté à une véritable et radicale redistribution du revenu national par l'impôt, un des grands « mythes » du réformisme.

- Il y a encore un autre aspect de l'importance accrue du « salaire différé », des assurances sociales, dans le revenu national des pays capitalistes industrialisés : c'est précisément leur caractère anti-cyclique. Nous retrouvons ici une autre raison pour laquelle l'Etat bourgeois, le néo-capitalisme, a intérêt à amplifier le volume de ce « salaire différé ». C'est qu'il joue le rôle de coussin d'amortissement qui empêche une chute trop brusque et trop forte du revenu national en cas de crise.

Jadis, lorsqu'un ouvrier perdait son emploi, son revenu tombait à zéro. Lorsqu'un quart de la main-d'œuvre d'un pays était en chômage, les revenus des salariés baissaient automatiquement d'un quart. On a souvent décrit les conséquences terribles de cette baisse de revenus, de cette baisse de

la « demande globale », pour l'ensemble de l'économie capitaliste. Elle donnait à la crise capitaliste l'aspect d'une réaction en chaîne progressant avec une logique et une fatalité terrifiantes.

Supposons que la crise éclate dans le secteur qui fabrique des biens d'équipement, et que ce secteur soit obligé de fermer des entreprises et de licencier ses travailleurs. La perte de revenus que ceux-ci subissent réduit radicalement leurs achats de biens de consommation. De ce fait, il y a rapidement surproduction dans le secteur fabriquant des biens de consommation, qui se voit à son tour obligé de fermer des entreprises et de licencier du personnel. Ainsi les ventes de biens de consommation baissent à nouveau et les stocks s'accumulent. En même temps, les usines fabriquant des biens de consommation étant lourdement frappées par la mévente, elles réduiront ou supprimeront leurs commandes de biens d'équipement, ce qui entraînera la fermeture de nouvelles entreprises de l'industrie lourde, donc le licenciement d'un groupe supplémentaire de travailleurs, qui entraînera une nouvelle baisse du pouvoir d'achat, donc une accentuation nouvelle de la crise, etc.

Mais à partir du moment où un système d'assurance-chômage efficace a été mis en place, ces **effets cumulatifs de la crise sont amortis** : et plus l'allocation-chômage est élevée, plus forte sera l'amortissement de la crise.

- Reprenons la description du début de la crise. Le secteur fabricant des biens d'équipement connaît une surproduction et est obligé de licencier du personnel. Mais du moment que l'allocation-chômage s'élève, disons, à 60 % du salaire, ce licenciement ne signifie plus la suppression de tous les revenus de ces chômeurs, mais seulement la réduction de ces revenus de 40 %. Dix pour cent de chômeurs dans un pays ne signifie plus une chute de la demande globale de 10 %, mais seulement de 4 % ; 25 % de chômeurs ne donnent plus que 10 % de réduction des revenus. Et l'effet cumulatif qu'entraîne cette réduction (qu'on calcule dans la science économique académique en appliquant à cette réduction de la demande un **multiplicateur**), sera réduit en proportion. Les ventes de biens de consommation seront donc moins réduites. La crise ne s'étendra pas de manière aussi forte au secteur des biens de consommation. Celui-ci licenciera donc moins de personnel ; il pourra maintenir une partie de ses commandes de bien d'équipements... Bref : la crise cesse de s'élargir ; elle est « stoppée » à mi-chemin. Ce qu'on appelle aujourd'hui « récession », ce n'est rien d'autre qu'une crise capitaliste classique « amortie » sous l'effet notamment des assurances sociales.

Dans mon « Traité d'économie marxiste », je cite une série de données concernant les dernières récessions américaines qui confirment empiriquement cette analyse théorique. En fait, d'après ces chiffres, il apparaît que le début des récessions de 1953 et de 1957 a été fulgurant, et d'une ampleur en tous points comparables à celles des crises capitalistes les plus graves (1929 et 1938). Mais, contrairement à ces crises d'avant la deuxième guerre mondiale, la récession de 1953 et de 1957 a cessé de s'amplifier à partir d'un certain nombre de mois, elle a donc été stoppée à mi-chemin, puis a commencé à se résorber. Nous comprenons maintenant une des causes fondamentales des crises en récessions.

- Du point de vue de la distribution du revenu national entre Capital et Travail, le gonflement du budget militaire a un effet opposé à celui du gonflement du « salaire différé » puisqu'une partie de ce salaire provient toujours de versements supplémentaires de la bourgeoisie. Mais du point de vue de leurs effets anti-cyclique, gonflement du budget militaire (et des dépenses publiques en général) et gonflement des assurances sociales jouent un rôle identique pour « amortir » la violence des crises, et donner au néo-capitalisme un de ses aspects particuliers.

La demande globale peut-être divisée en deux catégories : demande de biens de consommation, et demande de biens de production (de biens d'équipement). Le gonflement des fonds d'assurance sociale permet d'éviter une chute brutale des dépenses (de la demande) en biens de consommation, après le début de la crise. Le gonflement des dépenses publiques (surtout des dépenses militaires),



permet d'éviter une chute brutale des dépenses (de la demande) en biens d'équipement. Ainsi, dans les deux secteurs, ces traits distincts du néo-capitalisme opèrent, non pas pour supprimer les contradictions du capitalisme, mais pour en réduire l'ampleur et la gravité. Les crises éclatent comme auparavant, car le capitalisme n'a pas trouvé le moyen de s'assurer une croissance ininterrompue, mais la manipulation du « salaire différé » et des dépenses publiques permet de les « amortir » plus ou moins harmonieusement, dans le cadre d'une période à long terme de croissance et au prix d'une inflation permanente.

## **5. La tendance à l'inflation permanente**

Une des conséquences de tous les phénomènes dont nous venons de parler, et qui ont tous des effets anti-cycliques, c'est ce qu'on pourrait appeler la tendance à l'inflation permanente, qui se manifeste de façon évidente dans le monde capitaliste depuis le début ou la veille de la deuxième guerre mondiale.

- La cause fondamentale de cette inflation permanente, c'est **l'importance du secteur militaire**, du secteur armement, dans l'économie de la plupart des grands pays capitalistes. Car la production d'armements a cette caractéristique particulière qu'elle est créatrice d'un pouvoir d'achat, de la même manière que la production de biens de consommation ou de biens d'équipement. Dans les usines dans lesquelles on fabrique des armes ou des fusées, on paye des salaires comme dans les usines où l'on fabrique des machines ou des textiles. Les propriétaires des usines d'armement empochent un bénéfice exactement comme les capitalistes propriétaires des usines sidérurgiques ou textiles. Mais le pouvoir d'achat généré par le travail dans les usines d'armement ne correspond pas à des marchandises qui sont jetées sur le marché, contrairement aux secteurs des biens de consommation et des biens de production qui mettent sur le marché une masse de marchandises susceptibles de résorber le pouvoir d'achat créé par leur production. La création de pouvoir d'achat dans le secteur des armements n'est pas compensée par un accroissement de la masse des marchandises disponibles sur le marché, dont la vente pourrait résorber le pouvoir d'achat ainsi créé.

Pour que les dépenses militaires ne créent pas d'inflation, il faudrait qu'elles soient intégralement payées par l'impôt, et ce dans des proportions qui laisseraient subsister exactement les proportions entre le pouvoir d'achat des ouvriers et des capitalistes d'une part, et entre la valeur des biens de consommation et celle des biens de production d'autre part. *[Cette formule n'est pas tout à fait exacte. Par souci de simplification, il n'est pas tenu compte de la fraction du pouvoir d'achat des capitalistes, fraction destinée : 1° à la consommation propre des capitalistes ; 2° à la consommation des ouvriers supplémentaires embauchés grâce aux investissements capitalistes].*

La situation où les dépenses militaires seraient intégralement payées par l'impôt n'existe dans aucun pays, même pas dans les pays où la ponction fiscale est la plus grande. Aux Etats-Unis, notamment, l'ensemble des dépenses militaires n'est pas couvert par la fiscalité, c'est-à-dire par réduction supplémentaire du pouvoir d'achat. Cette situation entretient de ce fait une tendance permanente à l'inflation.

- Il y a également un phénomène de nature structurelle, dans l'économie capitaliste à l'âge des monopoles, qui a le même effet, à savoir la rigidité des prix dans le sens de la baisse.

Le fait que les grands trusts monopolistiques exercent un contrôle élevé sinon total sur toute une série de marchés, notamment sur les marchés des biens de production et des biens de consommation, se traduit par l'absence de concurrence sur les prix dans le sens classique du terme. Chaque fois que l'offre reste inférieure à la demande, les prix augmentent, tandis que chaque fois que l'offre

dépasse la demande, **les prix au lieu de baisser restent stables**, ou baissent seulement de manière imperceptible. C'est un phénomène qu'on constate dans l'industrie lourde et dans l'industrie de biens de consommation durables depuis près de 25 ans. C'est un phénomène d'ailleurs tendanciellement lié à cette phase d'expansion à long terme, dont nous parlions plus haut, car il faut le reconnaître honnêtement, nous ne pouvons pas prédire l'évolution des prix des biens de consommation durables lorsque cette période d'expansion à long terme arrivera à sa fin.

Il n'est pas exclu que, lorsque dans l'industrie automobile la capacité de production excédentaire s'amplifiera, cela aboutira à une nouvelle lutte de concurrence sur les prix et à des baisses spectaculaires. On pourrait défendre la thèse que la fameuse crise de l'automobile, à laquelle on s'attend dans la deuxième moitié des années 1960, pourrait être résorbée d'une manière relativement facile en Europe occidentale, si le prix de vente des petites voitures était baissé de moitié, il y aurait alors une telle extension de la demande que, vraisemblablement, cette capacité excédentaire disparaîtrait normalement. Dans le cadre des accords actuels, cela ne semble pas possible. Mais si l'on passe par une période de 5-6 années de luttes de concurrence au couteau, chose qui est tout à fait possible dans l'industrie automobile en Europe, c'est une éventualité qui n'est pas à exclure.

Ajoutons tout de suite qu'il y a une éventualité plus probable, c'est celle de la capacité de production excédentaire supprimée par la fermeture et la disparition d'une série de firmes, et que cette capacité excédentaire empêchera alors toute baisse importante des prix. C'est la réaction normale dans le régime capitaliste des monopoles. Il ne faut pas exclure totalement une autre réaction, que pour le moment nous n'avons connu dans aucun domaine. Par exemple pour le pétrole, il y a actuellement un phénomène de surproduction potentielle qui dure depuis 6 ans, mais les baisses de prix consenties par les grands trusts qui font des taux de profits de 100 % ou 150 % sont absolument anodines ; ce sont des baisses de prix de 5 % ou 6 %, alors qu'ils pourraient réduire le prix de l'essence de moitié s'ils le voulaient.

## **6. La « programmation économique »**

L'autre aspect du néo-capitalisme, c'est l'ensemble des phénomènes que nous avons résumé sous l'étiquette « économie concertée », « programmation économique » ou encore « planification indicative ». C'est une autre forme d'intervention consciente dans l'économie, contraire à l'esprit classique du capitalisme. C'est une intervention qui se caractérise par le fait qu'elle n'est plus essentiellement le fait des pouvoirs publics, mais plutôt le fait d'une collaboration, d'une intégration, entre pouvoirs publics et groupements capitalistes.

Comment expliquer cette tendance générale à la « planification indicative », à la « programmation économique » ou à « l'économie concertée » ?

- Il faut partir d'un besoin réel du grand capital, besoin qui découle précisément du phénomène que nous avons décrit précédemment. Nous y avons parlé de l'accélération du rythme de renouvellement des installations mécaniques, par suite d'une révolution technologique plus ou moins permanente. Mais qui dit accélération du rythme de renouvellement du capital fixe, dit nécessité d'amortir des dépenses d'investissement de plus en plus grandes dans un laps de temps de plus en plus court. Il est certain que cet amortissement doit être planifié, calculé de manière aussi exacte que possible, afin de préserver l'économie contre des fluctuations à court terme qui risquent de jeter une pagaille invraisemblable dans des ensembles travaillant avec des sommes gigantesques. C'est dans ce fait fondamental que réside la cause de la programmation économique capitaliste, de la poussée vers l'économie concertée.

Le capitalisme des grands monopoles d'aujourd'hui rassemble des dizaines de milliards dans des investissements devant être rapidement amortis. Il ne peut plus courir le risque d'amples fluctuations périodiques. Il y a donc nécessité de garantir la résorption de ces dépenses d'amortissement, d'être sûr de ces revenus au moins pendant ces périodes de moyen terme qui correspondent plus ou moins à la durée d'amortissement du capital fixe, c'est-à-dire des périodes s'étendant maintenant sur 4 à 5 ans.

Le phénomène est d'ailleurs venu de l'intérieur même de l'entreprise capitaliste, où la complexité du processus de production implique des travaux de **planning** de plus en plus précis pour que l'ensemble puisse marcher. La programmation capitaliste n'est en dernière analyse rien d'autre que l'extension, ou plus exactement la coordination, à l'échelle d'un pays ou du monde, de ce qui se faisait auparavant à l'échelle de la grande entreprise capitaliste, ou du groupement capitaliste, du trust, du cartel, enveloppant une série d'entreprises.

- Quelle est la caractéristique fondamentale de cette planification indicative ? Contrairement à la planification socialiste, qui est de nature différente, **il ne s'agit pas tant de fixer une série d'objectifs, en chiffre de production, et d'atteindre effectivement ces objectifs**. Il s'agit de coordonner les plans d'investissement déjà élaborés par les entreprises privées, et d'effectuer cette coordination nécessaire en proposant tout au plus quelques objectifs considérés comme prioritaires à l'échelle des pouvoirs publics, c'est-à-dire qui correspondent à **l'intérêt global de la classe bourgeoise**.

Dans des pays comme la Belgique ou la Grande-Bretagne, l'opération a été faite de manière assez crue. En France, où tout se passe à un niveau intellectuel plus raffiné, et où l'on met en place beaucoup de camouflage, la nature de classe du mécanisme est moins apparente. Elle n'en est pas moins identique à celle de la programmation économique des autres pays capitalistes. Pour l'essentiel, l'activité des « Commissions du Plan », des « Planbureau », des « Bureaux de programmation », consiste à consulter les représentants des différents groupes patronaux, à examiner leurs projets d'investissements et prévisions d'état de marché, et à « mettre en musique » les prévisions par secteurs, en s'efforçant d'éviter les goulots d'étranglement ou les doubles emplois.

Gilbert Mathieu a publié trois bons articles à ce sujet dans *Le Monde* (2, 3 et 6 mars 1962), dans lesquels il indique que contre 280 syndicalistes qui ont participé aux travaux des différentes commissions et sous-commissions du Plan, il y a eu 1280 chefs d'entreprises ou représentants des syndicats patronaux. « *Pratiquement, estime François Perroux, le Plan français est souvent bâti et mis en œuvre sous l'influence prépondérante des grandes entreprises et des grands organismes financiers* ». Et Le Brun, pourtant dirigeant syndical des plus modérés, a affirmé que la planification française « *est essentiellement concertée entre grands commis du capital et grand commis de l'Etat, les premiers ayant très normalement plus de poids que les seconds* ».

Cette confrontation et coordination des décisions des entreprises est d'ailleurs extrêmement utile pour les entrepreneurs capitalistes ; elle constitue une espèce de sondage du marché à l'échelle nationale, concertée à long terme, chose qui est très difficile à faire avec la technique courante. Mais la base de toutes les études, de tous les calculs, reste tout de même les chiffres avancés comme prévisions par le patronat.

- Il y a donc deux aspects fondamentaux caractéristiques de ce genre de programmation ou de « planification indicative ».

1° D'une part, elle reste axée très étroitement sur les intérêts des patrons qui sont l'élément de départ du calcul. Et quand on dit des patrons, ce n'est pas tant de tous les patrons, mais bien des couches dominantes de la classe bourgeoise qu'il s'agit, c'est-à-dire des monopoles, des trusts. Dans

la mesure où il peut y avoir conflit d'intérêts entre des monopoles très puissants : rappelez-vous le conflit qui a opposé l'an dernier en Amérique, au sujet du prix de l'acier, trusts producteurs et trusts consommateurs d'acier, alors les pouvoirs publics jouent un certain **rôle d'arbitrage** en faveur de tel ou tel groupe capitaliste. C'est en quelque sorte le Conseil d'administration de la classe bourgeoise qui agit pour l'ensemble des actionnaires, pour l'ensemble des membres de la classe bourgeoise, dans l'intérêt du groupe prédominant, et non dans l'intérêt de la démocratie et du plus grand nombre.

2° D'autre part, il y a l'incertitude qui reste à la base de tous ces calculs, incertitude qui résulte du caractère purement prévisionnel de la programmation, et du fait qu'il n'y a pas d'instrument de réalisation entre les mains des pouvoirs publics, ni d'ailleurs entre les mains des intérêts privés pour pouvoir réaliser effectivement ce qui est prévu.

- En 1950-60, aussi bien les « programmeurs » de la CECA [*Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, structure de régulation capitaliste créée en 1951 entre six pays européens*] que ceux du Ministère belge des affaires économiques, se sont trompés gravement en ce qui concerne leurs prévisions de la consommation de charbon en Europe occidentale et en particulier en Belgique. Une première fois, à la veille et pendant la crise d'approvisionnement provoquée par la crise de Suez, ils avaient prévu pour 1960 un fort accroissement de la consommation et donc de la production de charbon, la production belge devant passer de 30 millions de tonnes de charbon par an aux environs de 40 millions de tonnes. Or, en réalité, elle est tombée en 1960 de 30 à 20 millions de tonnes ; les « programmeurs » avaient donc commis une erreur du simple au double, ce qui n'est pas mince. Mais, au moment où cette erreur a été enregistrée, ils en ont commis une deuxième en sens inverse. Le mouvement de baisse de la consommation de charbon étant en cours, ils ont prédit qu'il allait se poursuivre, et affirmé qu'il fallait continuer les fermetures de charbonnages. Or, c'est le contraire qui s'est produit entre 1960 et 1963 : la consommation belge de charbon est passée de 20 à 25 millions de tonnes par an, ce qui fait qu'après avoir supprimé le tiers de la capacité de production charbonnière belge, il y a eu pénurie aiguë de charbon, notamment au cours de l'hiver 1962-63, et il a fallu importer dare-dare du charbon, y compris du Vietnam !

Cet exemple nous permet de saisir sur le vif la **technique** que les « programmeurs » sont obligés d'utiliser neuf fois sur dix dans leurs calculs par secteurs : il s'agit d'une simple **projection** dans l'avenir de **la tendance actuelle** d'évolution, tout au plus corrigée par un coefficient d'élasticité de la demande tenant compte des prévisions du taux général d'expansion.

## 7. La garantie étatique du profit

Un autre aspect de cette « économie concertée », qui en souligne le caractère dangereux pour le mouvement ouvrier, c'est que l'idée de « programmation sociale » ou de « politique des revenus » est implicitement contenue dans l'idée de « programmation économique ». Il est impossible d'assurer aux trusts la stabilité de leurs dépenses et de leurs revenus, pendant une période de cinq ans, jusqu'à ce que toutes les installations aient été amorties, sans assurer également la stabilité des dépenses salariales. On ne peut pas « planifier les coûts » si on ne planifie pas en même temps les « coûts de main-d'œuvre », c'est-à-dire si on ne prévoit pas des taux fixes d'augmentation des salaires, et cherche à s'y tenir d'une manière rigide.

- Patronat et gouvernements ont essayé d'imposer cette tendance aux syndicats dans tous les pays d'Europe occidentale. Ces efforts s'expriment notamment par la prolongation de la durée des contrats, par des législations rendant plus difficiles des grèves surprises ou interdisant des grèves sauvages, par tout un tapage de propagande en faveur d'une « politique des revenus » apparemment

« seule garantie » contre les « menaces d'inflation ».

L'idée qu'on doit s'orienter vers cette « politique des revenus », qu'on puisse calculer exactement les taux d'augmentation des salaires, et qu'on puisse éviter ainsi les faux-frais des grèves « qui ne rapporte rien à personne, ni aux ouvriers, ni à la nation » ; cette idée commence aussi à se répandre de plus en plus en France, elle implique l'idée d'intégration profonde du syndicalisme dans le régime capitaliste. Au fond, dans cette optique, le syndicalisme cesse d'être un instrument de combat pour les travailleurs pour **modifier** la répartition de revenu national, et il devient un garant de « paix sociale », un garant pour les patrons de la stabilité du processus continu et ininterrompu du travail et de la reproduction du capital, un garant de l'amortissement du capital fixe pendant toute la période de renouvellement de celui-ci.

C'est, bien entendu, un piège pour les travailleurs et pour le mouvement ouvrier, pour beaucoup de raisons sur lesquelles je ne peux pas m'étendre, mais essentiellement pour une raison qui découle de la nature même de l'économie capitaliste, de l'économie de marché en général et que M. Massé, le dirigeant actuel du Plan français, a d'ailleurs admise, lors d'une conférence récemment prononcée à Bruxelles.

- En régime capitaliste, le salaire, c'est le prix de la force de travail. Ce prix oscille autour de la valeur de cette force de travail d'après les lois de l'offre et de la demande. Or, quelle est normalement dans l'économie capitaliste l'évolution des rapports de force, du jeu de l'offre et de la demande de main-d'œuvre, au cours du cycle ? Pendant la période de récession et de reprise, il y a un chômage qui pèse sur les salaires, et il y a donc de très grandes difficultés pour les travailleurs de lutter pour des augmentations considérables de salaires.

Et quelle est la phase du cycle qui est la plus favorable à la lutte pour l'augmentation des salaires ? C'est évidemment la phase pendant laquelle il y a le plein-emploi et même une pénurie de main-d'œuvre, c'est-à-dire la phase ultime du **boom**, de la conjoncture « surchauffée ».

C'est pendant cette phase que la grève pour l'augmentation des salaires est la plus facile et que les patrons ont le plus tendance à concéder des augmentations de salaires, même sans grève sous la pression de la pénurie de main-d'œuvre. Mais tout technicien capitaliste de la conjoncture vous dira que c'est précisément pendant cette phase que du point de vue de la « stabilité », et **pour autant qu'on ne remette pas en question le taux de profit capitaliste** (car cela reste toujours sous-entendu dans ce genre de raisonnement !) il est le plus « dangereux » de déclencher des grèves et de faire augmenter les salaires. Car si vous augmentez la demande globale lorsqu'il y a plein emploi de tous les « facteurs de production », la demande supplémentaire devient automatiquement inflationniste, c'est-à-dire provoque une hausse des prix à cause du déséquilibre qui apparaît entre l'offre et la demande. En d'autres termes : toute la logique de l'économie concertée, c'est d'essayer d'éviter les grèves et les mouvements revendicatifs **pendant la seule phase du cycle pendant laquelle les rapports de force entre les classes jouent en faveur de la classe ouvrière**, c'est-à-dire pendant la seule phase du cycle où les salaires pourraient faire un bond en avant, parce que la tendance à la détérioration de la répartition du revenu national entre salaires et profits aux dépens des salariés pourrait être modifiée.

Cela veut dire que les capitalistes se concertent pour empêcher les augmentations dites inflationnistes des salaires, pendant cette phase précise du cycle, et qu'on aboutit simplement à réduire le taux global d'augmentation des salaires sur l'ensemble du cycle. Il s'agit pour le patronat d'obtenir que la part relative des salaires dans le revenu national ait tendance à baisser en permanence. Elle a déjà tendance à baisser pendant la période de reprise économique, parce que c'est une période de hausse du taux de profit par définition (sinon, il n'y aurait pas de reprise !). Si pendant la période de haute conjoncture et de plein emploi, on empêche les salariés de corriger

cette tendance, cela veut dire que la tendance à la détérioration du revenu national se perpétue. Il y a d'ailleurs une démonstration pratique des conséquences d'une politique des revenus tout à fait rigide et contrôlée par l'Etat avec la collaboration de syndicats. Elle a été pratiquée en Hollande depuis 1945 et les résultats sont là : c'est une détérioration frappante de la part relative des salaires dans le revenu national qui n'a pas son pareil dans toute l'Europe, y compris dans l'Allemagne occidentale.

- Sur le plan purement « technique », il y a deux arguments péremptoires à opposer aux partisans de la « politique des revenus » :

1° Si pour des raisons « conjoncturelles » vous réclamez que les augmentations de salaires ne dépassent pas l'augmentation de la productivité en période de plein emploi, pourquoi ne réclamez-vous pas de plus fortes augmentations des salaires en période de chômage ? Conjoncturellement, de telles augmentations se justifieraient à pareil moment, puisqu'elles relanceraient l'économie en gonflant la demande globale.

2° Comment peut-on pratiquer une « politique des revenus » tant soit peu efficace, si les revenus des salariés sont les seuls qui sont vraiment connus ? Toute « politique des revenus » ne réclame-t-elle pas comme préalable **le contrôle ouvrier sur la production, l'ouverture des livres de comptes, et l'abolition du secret bancaire**, ne fût-ce que pour déterminer les revenus **exacts** des capitalistes, et l'accroissement **exact** de la productivité ?

Ceci ne signifie point que nous devons accepter l'argumentation technique des économistes bourgeois ; car il est faux de dire que l'augmentation des salaires supérieure à l'accroissement de la productivité est automatiquement inflationniste en période plein emploi. Elle ne l'est que dans la mesure où on laisse stable et intact le taux de profit. Si on veut réduire le taux de profit, comme dit le *Manifeste Communiste*, grâce à une intervention tyrannique contre la propriété privée, il n'y a pas d'inflation du tout. On enlève simplement un pouvoir d'achat aux capitalistes pour le donner aux travailleurs. La seule chose qu'on puisse objecter, c'est que cela risque de ralentir les investissements. Mais on peut retourner la technique capitaliste contre ses auteurs en leur disant que ce n'est pas une mauvaise chose que de réduire les investissements lorsqu'il y a période de plein emploi et « surchauffe ». En effet, cette réduction des investissements est déjà en train d'arriver, et du point de vue de la politique anti-cyclique, il est plus intelligent de réduire les bénéfices et d'augmenter les salaires. Cela permet, à la demande des salariés et des consommateurs, de prendre la relève des investissements pour maintenir haute la conjoncture, menacée par la tendance inévitable des investissements productifs à connaître une chute.

De tout cela, nous pouvons tirer la conclusion suivante : l'intervention des pouvoirs publics dans la vie économique, l'économie concertée, la programmation économique, la planification indicative... ne sont pas du tout neutres du point de vue social. Elles sont des instruments d'intervention dans l'économie entre les mains de la bourgeoisie ou des groupes dominants de la classe bourgeoise, et pas du tout des arbitres entre la bourgeoisie et le prolétariat. Le seul arbitrage réel qu'effectuent les pouvoirs publics capitalistes est un arbitrage entre divers groupes capitalistes à l'intérieur de la classe capitaliste.

- La nature réelle du néo-capitalisme, de l'intervention croissante des pouvoirs publics dans la vie économique, peut-être résumée dans cette formule-ci : de plus en plus, dans un système qui, abandonné à son propre automatisme économique, risque de courir rapidement à sa perte, **l'Etat doit devenir le garant du profit capitaliste**, le garant du profit des couches monopolistiques dominantes de la bourgeoisie.

Il le garantit dans la mesure où il réduit l'ampleur des fluctuations cycliques. Il le garantit par des

commandes d'Etat, militaires ou paramilitaires, de plus en plus importantes. Il le garantit aussi par des **techniques ad hoc**, tout à fait conscientes, qui font leur apparition dans le cadre de l'économie concertée, comme les « quasi-contrats » en France, qui sont d'une manière explicite des garanties de profit pour corriger certains déséquilibres de développement, soit déséquilibre régional, soit déséquilibre entre les branches. L'Etat dit aux capitalistes : « Si vous investissez vos capitaux dans telle ou telle région, ou dans telle ou telle branche, on vous garantit 6 % ou 7 % sur votre capital quoi qu'il arrive, même si votre camelote est invendable, même si vous courrez vers un échec ». C'est la forme suprême et la plus nette de cette garantie étatique du profit monopolistique que les techniciens français du Plan n'ont d'ailleurs pas inventée, puisque les dirigeants nazis l'avaient déjà appliquée dans le cadre de la politique d'armement nazie et du Plan quadriennal de réarmement de l'Allemagne décidé en 1936.

Cette garantie étatique du profit, de même que toutes les techniques anticycliques vraiment efficaces en régime capitaliste, représentent une redistribution du revenu national au profit des bénéfices des groupes monopolistiques dirigeants par le truchement de l'Etat, par la distribution de subsides, par la réduction d'impôts, par l'octroi de crédits à taux d'intérêts réduit, techniques qui aboutissent toutes à une hausse du taux de profit. Dans le cadre d'une économie capitaliste fonctionnant normalement, surtout dans une phase d'expansion à long terme, ces techniques néo-capitalistes stimulent évidemment les investissements et jouent dans le sens prévu par les auteurs de ces projets.

Ou bien on se place d'une manière tout à fait logique et cohérente dans le cadre du régime capitaliste, et alors il faut reconnaître qu'il n'y a qu'un seul moyen d'assurer une augmentation constante des investissements, une relance industrielle basée sur l'augmentation des investissements privés, et c'est l'augmentation du taux de profit.

Ou bien on se refuse, en tant que socialiste, d'agir dans le sens de l'augmentation du taux de profit, alors il n'y a qu'un seul moyen de s'en sortir, c'est le développement d'un puissant secteur public dans l'industrie, à côté du secteur privé, c'est-à-dire en pratique sortir du cadre et de la logique du capitalisme, et passer à ce qu'on appelle, en Belgique, les « réformes de structures anti-capitalistes ».

Dans l'histoire du mouvement ouvrier belge des dernières années, nous avons vécu ce conflit d'orientation qui vous attend en France dans les années à venir, dès que vous connaîtrez une première poussée de chômage.

- Des dirigeants socialistes, dont je ne veux guère mettre en doute l'honnêteté personnelle, ont été jusqu'à dire d'une manière brutale et cynique : « *Si vous voulez résorber le chômage à court terme dans le cadre du régime existant, il n'y a pas moyen d'agir autrement qu'en augmentant le taux de profit* ». Ils n'ont pas ajouté, mais cela va de soi, que ces mesures impliquent une redistribution du revenu national au dépend des salariés. C'est dire qu'on ne peut pas, sans tromper les gens, prôner en même temps une expansion économique plus rapide, qui en régime capitaliste implique une hausse des investissements privés, et une redistribution du revenu national au profit des salariés. Dans le cadre du régime capitaliste, ces deux objectifs sont absolument incompatibles, du moins à court et à moyen terme.

Le mouvement ouvrier se trouve donc devant le choix fondamental entre une politique de réformes de structures **néo-capitalistes**, qui implique l'intégration des syndicats dans le régime capitaliste et leur transformation en gendarmes pour le maintien de la paix sociale pendant la phase d'amortissement du capital fixe, et une politique foncièrement anticapitaliste avec développement d'un programme de réformes de structures **anticapitalistes** à moyen terme, qui ont pour but essentiel d'enlever les leviers de commande sur l'économie aux groupes financiers, aux trusts et aux

monopoles. Il s'agit d'enlever un pouvoir et des privilèges exorbitants à une toute petite minorité pour les rendre à la majorité laborieuse dépossédée du contrôle des moyens de production. Il s'agit de créer un secteur public de poids décisif dans le crédit, l'industrie et les transports, et d'appuyer le tout sur le contrôle ouvrier, c'est-à-dire l'apparition d'une dualité de pouvoir dans l'entreprise et dans l'économie dans son ensemble, qui débouchera rapidement sur une dualité de pouvoir politique.